

Ukraine: pourquoi la centrale de Zaporijjia bloque le désarmement nucléaire

Fin août, la Russie a empêché l'adoption d'une déclaration finale de 191 Etats lors de la conférence du Traité de non-prolifération nucléaire, déjà bien affaibli

Les faits

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est « gravement préoccupée » par la situation à la centrale nucléaire de Zaporijjia, en Ukraine, et préconise dans son rapport d'inspection publié mardi 6 septembre la mise en place d'une « zone de sécurité » autour de la centrale. Le sort de cette centrale est également à l'origine de l'échec de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui n'est pas parvenue à adopter, fin août, une déclaration finale, du fait du blocage russe.

Trois piliers. Adopté en 1968, le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) repose sur trois piliers : le désarmement nucléaire des Etats « dotés » (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France), la lutte contre la prolifération et l'usage pacifique de l'atome. Une conférence d'examen a lieu tous les cinq ans, mais la Covid a repoussé de deux ans la tenue de la dernière. La prochaine aura lieu en 2026. 191 Etats y ont participé, à l'exception de quatre pays, pourtant tous possesseurs de l'arme nucléaire : l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. Non-signataires du TNP (ou l'ayant dénoncé dans le cas de la Corée du Nord), ils ne sont donc pas tenus par ses obligations. Ce qui n'est pas le cas, par exemple, de l'Iran, pays signataire mais accusé de ne pas le respecter.

Le TNP est désormais contesté par un autre texte en vigueur depuis 2021, le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Signé par 86 Etats (66 l'ont ratifié), [il est très critiqué par les puissances nucléaires, dont la France](#). La diplomatie française le juge « hors-sol » et « orthogonal » (radicalement divergent) avec le TNP qui est, selon elle, « irremplaçable ».

Quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine, les cinq Etats nucléaires « dotés » (selon le TNP) s'étaient réunis à Paris et [avaient adopté une déclaration commune](#) afin de « prévenir la guerre nucléaire et éviter la course aux armements ». Cela laissait présager un accord à la conférence de New York. Las ! « L'Ukraine a complètement changé la donne », constate une source diplomatique française.

La centrale nucléaire ukrainienne de Zaporijjia est dans une situation « clairement intenable ». C'est la conclusion des inspecteurs de [l'agence internationale de l'énergie atomique \(AIEA\), qui ont publié leur rapport mardi 5 septembre](#), après s'être rendus dans cette installation occupée par l'armée russe et située une zone de combat. Au-delà du risque pour la sûreté nucléaire, le sort de ZNPP (Zaporizhzhia Nuclear Power Plant) a également de fâcheuses conséquences diplomatiques, en matière de prolifération nucléaire.

Durant tout le mois d'août s'est tenue à New York la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), réunissant 191 Etats. Elle s'est achevée le 26 août sur un échec, sans adoption d'une déclaration finale. Après quatre semaines de travaux, la Russie a bloqué « à la dernière minute, sans préavis », le document final, pourtant « longuement et difficilement négocié » selon une source diplomatique. « Un seul Etat porte toute la responsabilité du blocage, la Russie, qui ne voulait pas voir la situation des installations nucléaires ukrainiennes qu'elle occupe évoquée par les Etats parties au TNP », [a réagi l'Élysée, précisant que le président Macron « déplorait » cette attitude.](#)

Conversations stratégiques. A Paris, on se refuse à parler d'« échec » de la conférence du TNP, au vu des « conversations stratégiques approfondies » entre les participants qu'elle a permis. La Chine s'y est notamment affichée de manière « agile » et « décomplexée ». De son côté, la France n'est pas parvenue à faire avancer les deux dossiers qui lui tiennent à cœur : l'adoption d'un traité interdisant la production de matières fissiles (uranium enrichi ou plutonium) et l'entrée en vigueur de l'interdiction complète des essais nucléaires.

L'Union européenne avait adopté une « position commune » aux Vingt-sept. Cela n'avait rien d'évident, tant les points de vue nationaux sont différents. Sur le désarmement, la France est vent debout contre le Traité d'interdiction (TIAN), alors que l'Autriche et l'Irlande en sont de fervents promoteurs. Plusieurs Etats membres de l'UE (Allemagne, Suède, Finlande, Pays-Bas, Belgique) avaient également participé comme « observateurs » à la première réunion des Etats signataires du TIAN, en juin dernier à Vienne. D'autres désaccords, notamment entre l'Allemagne et la France, portent sur les usages civils de l'atome.

L'organisation ICAN (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires), promotrice du TIAN et prix Nobel de la paix 2017, estime par la voix de son porte-parole français Jean-Marie Collin que « le régime du TNP est plus que jamais largement fissuré ». La précédente conférence d'examen, en 2015, s'était déjà achevée sur une absence de consensus, alors liée à des désaccords sur la création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient.

Antinucléaires. Pour les antinucléaires, [« la Russie n'est pas seule responsable de l'échec de la conférence du TNP »](#). ICAN dénonce ensemble, les cinq Etats dotés et leur « manque de volonté de mettre en œuvre leurs obligations en matière de désarmement nucléaire ». « C'est une analyse très problématique et une lecture viciée qui exonère la Russie de son agression et la Chine de son opacité, en mettant la pression sur les Etats démocratiques », réplique une source diplomatique française.

Il n'en reste pas moins que les puissances nucléaires, démocratiques ou non, modernisent, voire augmentent (Chine, Royaume-Uni notamment) leurs arsenaux atomiques. La France n'y échappe pas avec des investissements [« en très forte hausse » \(+79 %\) selon un récent rapport parlementaire](#). Les crédits du nucléaire militaire s'élèvent à plus de 6 milliards par an et ne baisseront vraisemblablement pas dans la Loi de programmation militaire (2024-2030) en préparation. Dans le même temps, la perspective d'un accord avec l'Iran sur le nucléaire semble s'éloigner alors que les différents instruments de contrôle des armements sont progressivement démantelés, du fait des tensions entre les Etats-Unis et la Russie. Comme on l'a vu à New York, la guerre d'Ukraine ne fait qu'aggraver une situation déjà guère brillante.